

élevé. Nous devons profiter de toutes les occasions et de tous les capitaux possibles pour assurer du travail à ces gens au cours des années 70. Il se peut qu'après 1980, la création d'emplois ne soit pas aussi impérieuse, mais la partie des réformes fiscales sur le revenu international est trop restrictive, à mes yeux. Elle va à l'encontre de ce que font les Américains. Nous devrions viser à l'expansion de nos jours et à encourager nos industries à jouer leur rôle dans le domaine financier international.

[Français]

L'hon. M. Lambert: Monsieur le président, il est toujours agréable de constater la présence de l'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (M. Bécharde) à la Chambre, lui dont la seule tâche semble être de dire: Passez ou acceptez... let's have it...

M. Bécharde: Quand c'est le temps!

L'hon. M. Lambert: Oui, quand c'est le temps. L'honorable député n'a pas encore parlé.

Monsieur le président, si la Chambre veut bien le permettre, j'aimerais bien, à cause d'un rhume grave, profiter de l'heure du dîner pour me remettre un peu.

Alors, pourrais-je signaler qu'il est six heures...

M. le vice-président: Le comité est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: Comme il est six heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à huit heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

[Traduction]

L'hon. M. Lambert: Je vous remercie, monsieur le président. J'espère que le comité me prêterait son attention ce soir. Je vous promets de ne pas m'imposer pendant très longtemps. J'ai trouvé moyen de contracter un microbe de rhume dans l'Ouest en fin de semaine, et je crains qu'il ne soit plus viril que je le suis en temps normal.

Certaines raisons m'incitent à participer à cette étape tardive de la discussion générale en comité sur le premier article. Je savais que certains amendements seraient présentés, mais je ne m'attendais jamais à ce déluge de 95 amendements dans l'après-midi de mercredi dernier. Certains pourraient demander: Quelle importance y a-t-il vraiment à ce que nous ayons 95 amendements? Je l'ignore, mais leur impression a duré jusqu'à vendredi matin et depuis, il a fallu qu'une demoiselle très expérimentée travaille jusqu'à 4 heures cet après-midi pour découper et insérer aux endroits appropriés ces amendements dans le bill C-259, et ensuite indexer le texte. Si les députés jugent qu'ils ont la compétence voulue pour comprendre ce bill et s'y reconnaître sans que les amendements et l'index y soient insérés, je puis seulement dire qu'ils l'acceptent avec une confiance aveugle. Certains des amendements renferment même des erreurs, comme nous l'avons constaté. C'est pour cela que nous ne pouvons pas ajouter foi à quoi que ce soit.

De plus, il y a une question qui se pose à l'esprit de chacun: combien de dispositions est-on en train de rédiger de nouveau en ce moment? Il y a eu, de fait, une tentative

pour rédiger de nouveau ce bill en partie, jeudi après-midi, lorsque le ministre s'est appliqué à nous faire un exposé qui revenait à un mini budget. Cela veut dire qu'un autre bill apportera d'autres amendements à la loi actuelle. De plus, bien sûr, nous n'avons pas encore abordé les amendements à la loi sur l'accise et au tarif des douanes qui ont trait au budget de juin dernier. On nous demande d'adopter sans délai le présent bill. On parle d'attribuer une période de temps à l'étape de l'étude en comité et à d'autres étapes peut-être, afin que le bill puisse être adopté. Les députés ne savent même pas à quoi s'attendre. Ils savent seulement qu'il y a d'autres amendements de fond à venir.

M. Gibson: C'est sûrement ce à quoi on doit s'attendre d'un bill fiscal qui propose une réforme fiscale.

L'hon. M. Lambert: Vous essayez donc de nous forcer à l'adopter.

M. Gibson: Pas du tout.

L'hon. M. Lambert: On pense toujours à faire adopter la mesure à tout prix. Chaque fois que quelqu'un voit deux députés ce côté-ci se lever pour prendre la parole, on crie à l'obstruction.

M. Gibson: Poursuivons immédiatement.

L'hon. M. Lambert: Je souhaiterais que le député de Hamilton-Wentworth se lève pour prononcer des paroles intelligentes de temps en temps. Je reviendrai à lui en temps voulu.

M. Gibson: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si nous pouvions nous décider à traiter de la matière du bill, il me semble que nous pourrions progresser beaucoup plus rapidement, au lieu de critiquer la procédure.

L'hon. M. Lambert: Je peux commenter cette remarque insignifiante, monsieur le président.

M. le vice-président: A l'ordre. Je veux simplement dire que ce que nous avons entendu ne concernait pas le Règlement, mais le débat lui-même.

M. Thomas (Moncton): Il ne fait pas la distinction.

L'hon. M. Lambert: C'est exact. Le député ne fait pas la distinction entre le Règlement et le débat lui-même, pas plus qu'il ne distingue entre la matière et les détails du bill.

Mon honorable ami de Dauphin a évoqué cet après-midi un discours prononcé par M. William MacDonald, éminent avocat spécialisé en matières fiscales. Il a cité de larges extraits de ce discours, mais le point qu'il a fait ressortir devrait figurer au compte rendu parce que les députés d'en face n'en tiendront aucun compte autrement. Une des choses qui m'ont frappé, c'est que le gouvernement met son plan de l'avant comme s'il s'agissait d'un plan militaire élaboré comme au temps jadis.

• (8.10 p.m.)

Alors que les circonstances ont beaucoup changé, le gouvernement essaie toujours de faire accepter les mêmes modifications fiscales. En effet la situation a beaucoup changé du fait des conditions économiques entre l'année dernière, lorsque le Livre blanc a été déposé, et ce printemps, lorsque le bill C-259 a été rédigé et étudié par le gouvernement. Le ministre des Finances lui-même, par sa volte-face entre le budget de juin et la déclaration qu'il a